**Modèle d’arrêté**

***De réintégration après une mise en disponibilité + une mutation***

🕬 Les mots inscrits en italique et cet encadré doivent faire l’objet d’un choix et/ou être enlevés dans la version définitive de l’arrêté.

*Logo ou blason de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

*Nom du département*

*Nom de l’arrondissement*

*Nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

**Arrêté n°20… - …** *(n° d’ordre)*

**Portant réintégration après une mise en disponibilité**

**et nomination par voie de mutation**

**à** *Madame ou Monsieur* **…** *(prénom et nom de l’agent)*

*Le-La Maire-Président-Présidente de* … *(nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public sauf si vous inscrivez ce nom en haut à gauche),*

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article …[[1]](#footnote-1)

Vu le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L.512-24, L.514-1 à L.514-8,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,

Vu le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 modifié relatif aux positions de détachement, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l'intégration**,**

*(Le cas échéant) Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet (lorsque l’arrêté touche un agent qui exerce sur un poste qui n’est pas créé à 100%),*

Vu le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 modifié fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics, notamment son article 10

Vu le décret n°2004-878 du 26 août 2004 modifié relatif au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale, notamment ses articles 9 et 11,

Vu l’arrêté n° NOR : CPAF1914195A du 19 juin 2019 fixant la liste des pièces justificatives permettant au fonctionnaire exerçant une activité professionnelle en position de disponibilité de conserver ses droits à l’avancement dans la fonction publique territoriale,

Vu l’arrêté n° … *(n° d’ordre)* en date du …, fixant la dernière situation de *Monsieur ou Madame* … *(nom + prénom de l’agent)*, … (grade), au … *(n°)* échelon, indice brut …, indice majoré …, avec une ancienneté de … *(durée d’ancienneté)*,[[2]](#footnote-2)

Vu l’arrêté n° … *(n° d’ordre)* en date du … plaçant *Monsieur ou Madame* … *(prénom + nom)* en disponibilité pour … *(motif de la disponibilité)* à compter du … *(date d’effet)* jusqu’au … *(date)*,

*(Le cas échéant)* Vu l’arrêté ou les arrêtés n° … *(n° d’ordre)* en date du … de renouvellement

Vu le courrier d’information adressé à … *(dénomination de la collectivité ou l’établissement d’origine)* l’informant de notre demande de réintégration et mutation de *Monsieur ou Madame* … *(nom + prénom de l’agent)*, au sein de … *(dénomination de la collectivité territoriale ou l’établissement qui prend l’arrêté)*,

Vu la demande présentée à *sa collectivité ou son établissement d’origine* par *Monsieur ou Madame* … *(nom + prénom de l’agent)*, reçue le … *(date)* sollicitant sa réintégration et sa mutation auprès de … *(dénomination de la collectivité territoriale ou l’établissement qui prend l’arrêté)* à compter du … *(date)*,

Vu la délibération n° … *(n° d’ordre)* en date du …, créant un emploi de … *(dénomination de l’emploi créé)*,

OU Vu le tableau des effectifs,

Vu la déclaration de vacance ou création d’emploi n° … *(n° d’ordre)* en date du … auprès du Centre de Gestion,

Vu la candidature de l’agent

Vu l’accord de *Madame ou Monsieur le-la Maire-Président-Présidente de* … *(nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public)* relatif à la réintégration et la mutation de *Madame ou Monsieur* *… (prénom + nom de l’agent)* à compter du … *(date de mutation validée par l’autorité territoriale de la collectivité ou l’établissement d’origine)*

*(Le cas échéant pour un agent relevant d’un cadre d’emplois de sapeur-pompier professionnel)* Vu le certificat d’aptitude physique à l’emploi en date du … formulé par le *médecin agréé OU le Conseil médical*,

Considérant que l’agent est placé en disponibilité depuis le … *(date)*,

Considérant que l’agent, au cours de sa période de disponibilité, a transmis à l’autorité territoriale l’ensemble des pièces lui permettant de bénéficier d’un droit à conservation des droits à avancement d’échelon et de grade pour une durée de …,

OU

Considérant que *Monsieur ou Madame* … *(prénom + nom)* n’a pas justifié au cours de sa période de disponibilité d’une activité professionnelle lui permettant de bénéficier d’un droit à conservation des droits à avancement d’échelon et de grade.

Considérant qu’il peut être donné suite à la demande de réintégration et de mutation de l’agent qui a donné son accord par *lettre /courriel* en date du …

*(Le cas échéant*) Considérant que la mutation de l’agent intervient moins de 3 années après sa titularisation,

*(Le cas échéant)* Considérant que le fonctionnaire remplit les conditions pour bénéficier d’une indemnité de changement de résidence,

*(Le cas échéant)* Considérant que le fonctionnaire peut bénéficier d’un transfert de ses droits à congés accumulés sur son compte épargne temps.

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

*Monsieur ou Madame* … *(nom + prénom de l’agent)* est réintégré(e) et nommé(e) par voie de mutation à compter du … *(date d’effet de la mutation)*,

**Article 2 :**

*Monsieur ou Madame* … *(prénom + nom)*, bénéficie de la conservation de ses droits à l’avancement et la retraite pour une durée correspondant à .… ans … mois … jours[[3]](#footnote-3).

**Article 3 :**

*Monsieur ou Madame … (nom + prénom de l’agent) est classé(e) dans les conditions suivantes :*

* *Cadre d’emplois : … (dénomination du cadre d’emplois)*
* *Grade : … (dénomination du grade)*
* *Echelon : … (n° d’échelon),*
* *Indice brut …, Indice majoré …,*
* *Quotité : … (Temps complet OU temps non complet à …/35è)*
* *Avec une ancienneté de … (classement prenant en compte la durée du maintien des droits à avancement si l’agent en remplit les conditions)*

***Article 4 :***

*(Le cas échéant)* Compte tenu que la mutation de l’agent intervient moins de 3 années après sa titularisation, il sera versé à la *collectivité ou l'établissement* d’origine, une indemnité dont le montant est déterminé selon les termes de l’article L.512-25 du Code général de la fonction publique et qui fait l’objet d’une convention en date du …

***Article 5 :***

*(Le cas échéant)* Les droits à congés accumulés sur le compte épargne-temps de l'agent à la date de sa mutation font l’objet d’une convention financière de transfert entre la *collectivité ou l’établissement d’origine* et … *(dénomination de la collectivité ou de l’établissement d’accueil)*

***Article 6 :***

*(Le cas échéant)* L’agent bénéficie d’une indemnité forfaitaire de changement de résidence administrative et d’une prise en charge des frais de transport de personnes dans les conditions fixées à l’article 10 du décret n°2001-654 du 19 juillet 2001

**Article 7 :**

*Le Directeur général des services ou La secrétaire de mairie* est *chargé(e)* de l’exécution du présent arrêté.

**Article 8 :**

Une ampliation sera adressée *au Président/ à la Présidente* du Centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale du Loiret et au comptable principal de … (*nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*).

**Article 9 :**

Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours gracieux auprès du *Maire de la commune* *OU du Président/ de la Présidente de (nom de la catégorie de la collectivité territoriale ou de l’établissement public concerné)* et/ou d’un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d’Orléans, situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

*Monsieur ou Madame le* *Maire-Président/Présidente* certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté.

*Le-la* *Maire-Président/Présidente*

*Prénom NOM*

Fait à … *(nom de la commune ou de la commune siège* *de la collectivité territoriale ou l’établissement public)*

Le … *(date)*

Notifié le … *(date)*

Signature de l’agent :

Transmis au Représentant de l’État le :…*(date)*

1. *L.2122-18 (commune) ou L.3221-3 (département) ou L.4231-3 (région) ou L.5211-9 (intercommunalité)* [↑](#footnote-ref-1)
2. *Il s’agit du dernier arrêté de situation de l’agent* [↑](#footnote-ref-2)
3. *Cette conservation des droits à l’avancement et à la retraite en raison de l’exercice d’une activité professionnelle est limitée à une durée maximale de cinq ans sur l’ensemble de la carrière au titre de toutes les périodes de disponibilité.*  [↑](#footnote-ref-3)